

## **EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE**

**Séance du 10 avril 2015**

Monsieur Guy TESSIER, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 106 membres.

**Etaient présents Mesdames et Messieurs :**

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Robert ASSANTE - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - Mireille BENEDETTI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Roland BLUM - Nicole BOUILLOT - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Sophie CELTON - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Eric DIARD - Nouriati DJAMBAE - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Samia GHALI - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - André GLINKA-HECQUET - José GONZALES - Régine GOURDIN - Marcel GRELY - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Nathalie LAINE - Albert LAPEYRE - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Guy MATTEONI - Danielle MILON - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINE - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Guy PONTOUS - Véronique PRADEL - Marlène PREVOST - Marine PUSTORINO - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Sandra SALOUM-DALBIN - Guy SAUVAYRE - Isabelle SAVON - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - EMMANUELLE SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Guy TESSIER - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Patrick VILORIA - Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Didier ZANINI.

**Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :**

Colette BABOUCHIAN représentée par Michèle EMERY - Solange BIAGGI représentée par Gérard CHENOZ - Patrick BORE représenté par Danielle MILON - Valérie BOYER représentée par Isabelle SAVON - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Samia GHALI - Michel DARY représenté par Lisette NARDUCCI - Emilie DOURNAYAN représentée par Christophe DE PIETRO - Josiane FOINKINOS représentée par Nicole BOUILLOT - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINE - Jean-Pierre GIORGI représenté par Marlène PREVOST - Martine GOELZER représentée par Véronique PRADEL - Vincent GOMEZ représenté par Marc LOPEZ - Albert GUIGUI représenté par Josette VENTRE - Bernard JACQUIER représenté par Carine ROGER - Martine MATTEI représentée par Karim GHENDOUF - Patrick MENNUCCI représenté par Louisa HAMMOUCHE - Richard MIRON représenté par Albert LAPEYRE - André MOLINO représenté par Sophie CELTON - Virginie MONNET-CORTI représentée par Frédéric COLLART - Daniel NAVARRO représenté par Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Jérôme ORGEAS représenté par Roland GIBERTI - Marc POGGIALE représenté par Michel ILLAC - Roland POVINELLI représenté par Vincent COULOMB - Dominique TIAN représenté par René BACCINO.

**Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :**

Jean-Pierre BAUMANN - Jean-Louis BONAN - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Dominique DELOURS - Marie MUSTACHIA - Stéphane RAVIER - Karim ZERIBI.

Monsieur Le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**PEDD 010-923/15/CC**

**■ Approbation du renouvellement de la convention avec l'organisme coordonnateur OCAD3E concernant les déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers (D3E)**

**DTD 15/12959/CC**

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Communauté le rapport suivant :

Dans le cadre de l'application du décret n°2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets provenant de ces équipements, des éco-organismes ont été créés au niveau national pour assurer l'enlèvement ou la reprise pour réemploi, valorisation ou traitement, dans les conditions définies par le décret, des DEEE collectés séparément par la collectivité.

Ces éco-organismes ont pour vocation d'apporter une compensation financière aux coûts supportés par la collectivité pour la mise en place de modalités de collecte tout en permettant de séparer les flux de gros électroménager froid et hors froid, d'écrans et de petits appareils en mélange.

Par délibération DPEA 17/668/CC du 29 juin 2007, Marseille Provence Métropole a approuvé pour une durée de six ans la convention 07/1227 relative au développement de la collecte des déchets d'équipements électriques et électronique (D3E), et aux modalités de soutien technique et financier apportés par l'organisme coordonnateur OCAD3E. Cette convention a été renouvelée pour une durée équivalente et approuvée par délibération AGER 020-427/13/CC du 28 juin 2013.

Les Eco-organismes bénéficient d'un agrément de l'Etat pour une période déterminée. Dans ce contexte, la mission de coordination de la filière confiée à l'OCAD3E a été renouvelée pour le période 2015-2020 avec des modifications sensibles du barème financier au bénéfice de la collectivité, et notamment une augmentation des soutiens à la tonne collectée.

Ce nouvel agrément ainsi que les modifications évoqués ci-dessus rendent nécessaire l'approbation par le Conseil de Communauté d'une nouvelle convention intégrant les nouvelles conditions du soutien financier octroyé aux collectivités.

En conséquence, et afin de continuer à bénéficier du soutien technique et financier de l'organisme coordonnateur OCAD3E, il convient donc de procéder au renouvellement de la convention relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers.

Monsieur le Président propose au Conseil de Communauté d'approuver la délibération ci-après :

**Le Conseil de Communauté,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;

**Signé le 10 Avril 2015**  
**Reçu au Contrôle de légalité le 13 avril 2015**

- La délibération DPEA 17/668/CC du 29 juin 2007 approuvant la convention 07/1227;
- La convention 07/1227 relative aux déchets d'équipements électrique et électronique;
- La délibération AGER 020-427/13/CC du 28 juin 2013 approuvant la nouvelle convention 13/1289
- La convention 13/1289 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques

**Sur le rapport du Président,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,  
Considérant**

- Qu'afin de continuer à bénéficier du soutien technique et financier apporté par l'organisme coordonnateur agréé OCAD3E, il convient de renouveler la convention relative à l'organisation et au développement de la collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers sur les déchèteries du territoire de Marseille Provence Métropole.

**Après en avoir délibéré :**

**Décide**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'organisme coordonnateur agréé OCAD3E, relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers.

**Article 2 :**

Monsieur le Président de la Communauté urbaine ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Pour Visa  
La Conseillère Déléguée  
Propreté - Gestion des déchets

Pour Présentation  
Le Président Délégué de la Commission  
Propreté Environnement Développement  
durable

Monique CORDIER

Albert LAPEYRE

Certifié conforme,  
Le Président de la Communauté Urbaine  
Marseille Provence Métropole

Guy TESSIER

**Signé le 10 Avril 2015  
Reçu au Contrôle de légalité le 13 avril 2015**